



# Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 26 JUIN 2024 - N°1281 bis - 54<sup>e</sup> ANNÉE - 2,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

## DÉCLARATION DU COMITE DIRECTEUR DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

### Notre position pour le premier tour

La campagne pour le premier tour des élections législatives se déroule dans une ambiance tendue mais, à l'heure où nous écrivons, hors des violences physiques que nous redoutions. Les passions partisans et l'incertitude sur l'issue de la crise politique plongent cependant de nombreux Français dans une angoisse aggravée par l'excitation médiatique.

Au rebours des simplifications de toutes sortes, nous ne sommes pas enfermés dans une logique d'affrontement entre trois blocs. Le groupe central de l'oligarchie formé par Renaissance, Horizons et le Modem n'agit plus sous l'égide d'Emmanuel Macron, en raison des rivalités de personnes et de clans. Par l'alliance qu'il a conclue avec Éric Ciotti, le Rassemblement national intègre dans son projet gouvernemental des néolibéraux qui ont activement participé à la destruction de l'État et à l'aliénation de notre indépendance nationale. Le Nouveau Front populaire n'est qu'un cartel électoral qui réunit jusqu'au soir du second tour des personnalités, des formations et des projets incompatibles. François Hollande et Jean-Luc Mélenchon sont emblématiques des oppositions frontales qui paralyseraient un gouvernement de gauche.

Dictées par l'urgence électorale, les nécessités tactiques ont conduit tous les protagonistes à bâcler des programmes fictifs, livrés aux vents tournants de la campagne électorale. Il ne s'agit pas de formuler des propositions cohérentes mais de séduire des segments de l'électorat et des lobbies. À cet égard, le fait que les trois formations concurrentes aient accepté de comparaître devant le Medef, comme si le patronat était le juge impartial de la bonne conduite économique et sociale, devrait les disqualifier.

À cette démagogie consternante, s'ajoute un mensonge par omission qui est commun aux trois regroupements : leurs programmes économiques et sociaux sont soumis à la double contrainte exercée directement par les organes de l'Union européenne et, en cas d'une victoire jugée extrémiste, par la spéculation financière internationale. Dès juillet, nous allons à nouveau payer le prix de nos abandons de souveraineté monétaire, commerciale et budgétaire : c'est la Commission européenne qui fera appliquer son programme austéritaire, résolument antisocial. Nous n'oublions pas qu'en Grèce, voici neuf ans, un gouvernement de gauche régulièrement élu fut soumis aux violentes pressions de structures européennes notoirement étrangères à la démocratie.

Les tactiques électorales et les fictions programmatiques ne nous dissuaderont pas de participer à des élections qui se joueront, comme les autres, sur des réactions de rejet et sur des imaginaires. Les choix que le comité directeur de la NAR présente à ses adhérents et sympathisants ne porte pas sur des partis ou des coalitions, mais sur la ligne que nous traçons, selon nos convictions et nos engagements passés, entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Nous n'acceptons pas les candidats qui se disputent les dépouilles de la macronie, dans la soumission aux normes néolibérales.

Nous n'acceptons pas le projet de suppression du droit du sol et le slogan de la « *préférence nationale* ». Le Rassemblement national a dans son héritage la haine identitaire répandue par le Front national. Il reste fidèle à une conception ethnique de la nation contraire à notre tradition depuis le XVI<sup>e</sup> siècle - celle d'une collectivité qui se définit par l'histoire et par le droit, non par le sang.

Nous n'acceptons pas plus la version de gauche de la haine identitaire, qui attise le communautarisme islamiste et l'indigénisme, multiplie les provocations « sociétales », pousse l'antisionisme jusqu'à son aboutissement antisémite et incite à l'insurrection dans la perspective tracée par Jean-Luc Mélenchon : celle d'un choc frontal entre une gauche radicalisée et racialisée et un Rassemblement national abusivement désigné comme « *fasciste* ».

Nous n'acceptons pas que l'environnement soit présenté sous l'angle de l'écologie punitive, selon les choix idéologiques de militants écologistes qui engendrent un anti-écologisme dicté par la démagogie.

Il existe à droite et à gauche des candidats patriotes étrangers au nationalisme identitaire, d'autres soucieux de justice sociale mais hostiles à l'esprit de guerre civile, qui méritent d'être choisis comme législateurs, dans le respect de la Déclaration de 1789 et du Préambule de 1946.

Au-delà des choix qui devront être exprimés lors des élections législatives, le comité directeur de la NAR souligne l'impérieuse nécessité, pour le maintien de la paix civile, d'une présidence arbitrale, selon la lettre et l'esprit de la Constitution de 1958. ■

LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA NAR.

# Gestes et non-dits de campagne

L'inflation du discours électoral et ses tonalités hystériques occultent la gestuelle macronienne et une question de fond...

Lâché par les siens, Emmanuel Macron reste seul dans la tourmente qu'il a déclenchée. Seul, mais pas inerte. Capitaine d'un vaisseau fantôme, il s'agit dans tous les sens et croit pouvoir redresser la barre. Il parle, là où il devrait se taire : le 18 Juin, dans l'enceinte sacrée du Mont-Valérien, il lance un message politique en serrant quelques mains enfantines puis reprend sa polémique électorale sur l'île de Sein, entre toutes symbolique. Trois jours plus tard, pour la Fête de la musique, il assène un discours militant au personnel de l'Élysée, transformé en boîte de nuit et en PC de campagne d'un chef de clan. François Hollande n'avait pas su entrer dans sa fonction. Macron la piétine à l'heure où la nation aurait besoin d'un recours au-dessus des partis.

Pour ne pas rester au ras du sol, la droite et la gauche rivalisent dans l'allusion historique. La France inouïse se croit en Espagne, à la veille du *pronun-*

*ciamiento* de juillet 1936. D'autres convoquent Robespierre pour accabler Mélenchon tandis que la camarade Panot, Mathilde, étale sa méconnaissance de l'itinéraire politique de Léon Blum. Il y a heureusement *Le Figaro* pour nous rappeler les grands enjeux du moment : le quotidien de la bourgeoisie nous prévient que les propriétaires ne loueront plus leurs appartements si le Nouveau Front populaire gagne les élections. Ah mais !

À propos de grands enjeux, il y en a que les protagonistes évitent soigneusement d'évoquer. Nous sortons d'une campagne pour les élections au Parlement européen où les principaux partis ont évité les débats de fond sur l'avenir de l'Union européenne pour se consacrer aux affrontements franco-français en vue de la prochaine présidentielle. Or, la Commission européenne annonce qu'elle va engager contre la France une procédure pour déficit excessif et aucun parti, pas même le Rassemblement national, n'a dé-

noncé cette intervention d'un organe supranational dans la campagne électorale.

Cette discrétion de violette n'est en rien surprenante. Nous avons l'habitude des dissertations expertes sur le déficit commercial qui éludent le rôle de la « monnaie unique ». Et les partis en compétition se disputent sur les hausses de salaire et sur le chômage en ignorant résolument la contrainte monétaire exercée par l'euro en général et par la Banque centrale européenne en particulier. Il y a consensus pour évacuer l'enjeu monétaire : comment avouer que l'essentiel vous échappe et qu'on ne veut rien faire pour reconquérir notre souveraineté ?

Ceux qui refusent de dénoncer le système européen de contrainte feront mine de le découvrir au lendemain du second tour et l'invoqueront pour agir dans les marges fixées par Bruxelles, Francfort et les marchés financiers. Ne soyons pas dupes de cette comédie cent fois jouée. ■

SYLVIE FERNOY.

## Les Chemins du monde

# Marathon diplomatique

La France s'absente au moment où l'histoire s'accélère.

Les grands rendez-vous internationaux et européens se précipitent à l'approche de l'été. Outre les élections européennes, les élections américaines vont entrer dans leur dernière ligne droite : en quelques semaines, Conseils européens, sommet du G 7, sommet de l'OTAN, doivent prendre des décisions majeures concernant la guerre en Ukraine, avant que de nouveaux responsables prennent les commandes à Bruxelles, à Washington et peut-être à Paris.

Le premier à avoir compris l'urgence de la situation est le président Zelensky. Il sait qu'il joue ses dernières cartes. Le 6 juin, il était en Normandie, le 7 à l'Assemblée nationale, le 11 et le 12 à Berlin pour une conférence sur la reconstruction de l'Ukraine, le 12 il fait étape à Djeddah pour rencontrer le prince héritier saoudien, les 13 et 14 il est en Italie, dans les Pouilles pour le sommet du G 7, les 15 et 16 à Lucerne, en Suisse, pour la « conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine ». En super voyageur de commerce, il empoche les commandes, encaisse les chèques, fait feu de tout bois. Il reviendra dans son pays avec une hotte pleine. Puis il repartira sans craindre la fatigue, la sienne et celle de ses interlocuteurs. Il n'a peur de rien. On ne lui ouvre

pas la porte, il passe par la fenêtre. Son acharnement, à la limite du harcèlement moral, trahit néanmoins son angoisse et ses craintes d'un affaiblissement, d'un recul de sa cause.

Le président Macron qui un temps avait voulu l'imiter, se rêvant en chef de guerre sur le Dniepr de préférence à la Seine, a du mal à suivre ; durant cette semaine d'intense diplomatie ambulante, il a dû se contenter de faire des apparitions ici et là. Lui qui aime tant conduire le bal, mener la conversation, diriger les débats, être au centre de l'attention, n'est plus que l'ombre de lui-même. Il doit longer les murs, balbutier ou hocher la tête. Son ministre des Affaires étrangères s'est excusé, trop pris par les affaires intérieures (il exerce la présidence du parti Renaissance). Paris ne contrôle plus rien, au plus mauvais moment.

À l'inverse, Giorgia Meloni parade. Forte de ses succès électoraux, elle brille sous le feu des projecteurs, elle rayonne en hôtesse des Grands de ce monde, non seulement les puissances les plus industrialisées, mais encore une dizaine de grands dirigeants du Sud (Brésil, Inde, Algérie, Tunisie, Kenya, Turquie, Émirats arabes unis, Mauritanie comme président de l'Union africaine, Argentine) qu'elle a

conviés, avec en bonus le pape François en personne. Elle détient les clés des prochaines nominations à la tête des institutions européennes et devrait y insuffler une nouvelle dynamique qui va entraîner de plus en plus d'États membres à sa suite.

« Selon que vous serez puissant ou misérable / Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir » (*Les Animaux malades de la peste*). ■

DOMINIQUE DECHERF.

## Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin  
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13  
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris  
Téléphone : 06 43 11 36 90  
[lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr)

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par la Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

Dépôt légal à publication  
CPPAP n°0425 D 84